CPS
Secrétariat général
de la Communauté
du Pacifique

Profil de pays de la Nouvelle-Calédonie

Octobre 2008

Préparé par la cellule d'engagement stratégique chargée de l'élaboration de politiques et de la planification de la CPS

Présentation de la Nouvelle Calédonie[1]	
Nom officiel	Nouvelle-Calédonie
Capitale	Nouméa
Régime politique et statut	Collectivité *sui generis*, qui bénéficie d'institutions conçues pour elle seule, et qui se voit transférer, de manière progressive mais irréversible, certaines compétences de l'Etat.[2] L'organisation institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie est issue de la loi organique et de la loi ordinaire adoptées par le Parlement le 16 février 1999. La loi organique répartit les compétences entre l'État, la Nouvelle-Calédonie, les provinces et les communes, organise le fonctionnement du gouvernement, du Congrès, du Sénat coutumier et des institutions provinciales, fixe les modalités des élections aux assemblées locales et les conditions dans lesquelles la Nouvelle-Calédonie sera appelée à se prononcer sur son avenir.[3]
	Certaines compétences ont été transférées à la Nouvelle-Calédonie en 2000 en particulier le statut civil coutumier et le régime des terres coutumières, le régime de travail des étrangers, les principes directeurs du droit du travail et de la formation professionnelle, le commerce extérieur, l'exploitation de la zone économique exclusive, la réglementation de certaines substances comme les hydrocarbures ou le nickel, la desserte aérienne avec certaines exceptions. D'autres compétences seront transférées entre 2004 et 2014 selon un échéancier déterminé en accord avec la Nouvelle-Calédonie. Certains transferts supplémentaires pourront intervenir par loi organique à partir de 2009 à la demande du Congrès. Au dernier stade d'évolution du statut de la Nouvelle-Calédonie, l'Etat restera compétent pour les matières régaliennes : la justice, la défense, l'ordre public, la monnaie notamment. Enfin d'autres compétences font l'objet d'un dialogue entre les autorités de la Nouvelle-Calédonie et celles de l'Etat : des consultations sont en effet prévues en matière d'entrée des étrangers, en matière de maintien de l'ordre, d'audiovisuel, d'université et de recherche. La

[1] Source principale: Département Statistiques et Démographie de la SPC (et son Système d'Information pour la région océanienne (PRISM), www.spc.int/prism), sauf indication contraire

[2] D'après l'INSEE, le statut de la Nouvelle-Calédonie, a été fixé par les dispositions de la loi référendaire n° 88-1028 du 9 novembre 1988. Il est désormais régi par le Titre XIII (Dispositions transitoires relatives à la Nouvelle-Calédonie) de la Constitution et par les lois organique n° 99-209 et ordinaire n° 99-210 du 19 mars 1999 (J.O. du 21 mars 1999) prises pour son application : http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/cog/outremer.htm

[3] Site du ministère de l'outre-mer : http://www.outre-mer.gouv.fr/?presentation-nouvelle-caledonie.html&artpage=5-5

	Nouvelle-Calédonie se voit également reconnaître une certaine capacité internationale dans la zone Pacifique et dans ses domaines de compétence.[4]
Chef de l'Etat	Le Président Nicolas Sarkozy représenté par le Haut-Commissaire de la République Yves Dassonville
Chef du gouvernement	Le Président Harold Martin
Superficie des terres émergées	18 575 kilomètres carrés
Zone économique exclusive (ZEE)	1,7 million de kilomètres carrés
Population (estimation mi 2008)	246 614
Densité de population (2004)	12,5 habitants au kilomètre carré
Taux annuel de croissance intercensitaire	1,9 pour cent
PIB (estimation 2006)	7 129 millions de dollars US
PIB par habitant (estimation 2006)	29 898 dollars US
Taux de croissance du PIB réel (2008)	1,7 pour cent
Variation annuelle de l'indice des prix à la consommation (2007)	1,8 pour cent
Exportations (chiffre provisoire 2007)	1 970 millions dollars US
Importations (chiffre provisoire 2007)	2 690 millions de dollars US
Balance commerciale (chiffre provisoire 2007)	- 720 millions de dollars US
Taux brut de natalité pour mille individus (2004)	17,3 pour mille
Taux brut de mortalité pour 1000 individus (2004)	4,9 pour mille
Indice synthétique de fécondité	2,2 enfants par femme
Taux de Mortalité infantile pour mille individus (2005)	6,4 pour mille
Espérance de vie des hommes à la naissance	72 ans
Espérance de vie des femmes à la naissance	79 ans
Population urbaine	63 pour cent
Rapport de dépendance en fonction de l'âge (15-64)	57 personnes à charge pour 100 personnes actives
Age median	29,5 ans
Part des jeunes (15-24)	17,6 pour cent
Taux d'activité masculine/Taux d'activité féminine	ND
Religions	Catholique (60%), Protestante (30%), autres 10%
Langues	Le français (langue officielle), et 28 langues mélanésiennes dites *vernaculaires*[5]
Monnaie officielle	Le franc CFP ("Change Franc Pacifique"[6]) dont la norme ISO est XPF

ND: Non disponible

[4] Site du ministère de l'outre-mer : http://www.outre-mer.gouv.fr/?presentation-nouvelle-caledonie.html&artpage=5-5

[5] Source : Site Wikipedia :http://fr.wikipedia.org/wiki/Nouvelle-Cal%C3%A9donie

[6] Source : l'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM), qui est la banque centrale des collectivités d'outre-mer du Pacifique.

Introduction au profil du pays

Les profils de pays publiés par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS) documentent la nature et l'étendue des services de la CPS auprès de ses membres.

Ce profil présente les données de base et un synopsis de l'histoire du développement (ou "contexte de développement") de la Nouvelle-Calédonie et un résumé narratif de l'assistance fournie par la CPS pour la période 2006-2008. Les annexes contiennent les activités spécifiques réalisées dans le pays (annexe 1), et les activités de développement des ressources humaines en 2008 (annexe 2).

Contexte de développement de la Nouvelle-Calédonie[7]

L'explorateur britannique James Cook aperçut Grande Terre en 1774 et l'appela « New Caledonia » ou « Nouvelle-Calédonie ». La Nouvelle-Calédonie est centrée autour d'une île principale, la Grande Terre. Elle comprend également plusieurs ensembles d'îles plus petites, les îles Belep, l'île des Pins, les Îles Loyauté, l'archipel des îles Chesterfield et les récifs de Bellone. La Nouvelle-Calédonie devint possession française en 1853 sur ordre de Napoléon et Port-de-France (Nouméa) fut créée en 1854 ; la Nouvelle-Calédonie servit de lieu de déportation et de transportation ; elle conserva le statut de colonie jusqu'en 1946.

Pendant la Seconde guerre mondiale, Nouméa servit de quartier général aux forces armées américaines basées dans le Pacifique : celles-ci représentaient en 1942, 40 000 militaires américains. En trois ans, plus d'un million d'américains transitèrent par la Grande Terre[8]. En 1946 le *code de l'indigénat* fut aboli et les Kanaks devinrent citoyens de l'Union française. La Nouvelle Calédonie devint un Territoire d'Outre Mer en 1946 et les Kanaks eurent le droit de vote en 1957.

En 1956, dans le cadre de grands travaux (barrages de Yaté et Dumbéa), de la main d'œuvre arriva de Wallis et Futuna.
Dans les années 60, le Territoire connut un boom économique grâce au nickel et la Nouvelle Calédonie devint le 3ème plus gros producteur du monde.

La grande force politique de l'après-guerre qui était une alliance pluri-ethnique et autonomiste, l'Union calédonienne qui, dès sa fondation en 1953, adopta le mot d'ordre ''Deux couleurs, un seul pleuple''[9]. Dans les années soixante et soixante-dix, le consensus perdit du terrain : nombreux furent ceux qui se radicalisèrent, tant parmi les Européens que parmi les Kanaks, chez qui l'idée d'indépendance faisait son chemin.
La tension monta brusquement, par la prise d'otages en 1988 sur l'île d'Ouvéa.

---

[7] Source principale : IEOM
[8] Source : Portail internet des services de l'État en Nouvelle-Calédonie : http://www.nouvelle-caledonie.gouv.fr/sections/le_departement/histoire
[9] Source : Portail internet des services de l'État en Nouvelle-Calédonie : http://www.nouvelle-caledonie.gouv.fr/sections/le_departement/histoire

Suivirent les Accords de Matignon signés par Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou et approuvés par référendum par 80% des votants en novembre 1988. Ces Accords prévoyaient la mise en place d'un statut transitoire de 10 ans devant se solder par un référendum d'autodétermination pour ou contre l'indépendance. Ces accords ont été complétés par l'Accord de Nouméa de 1998 qui accroit l'autonomie de la Nouvelle Calédonie.

Cet accord organise, pour une durée de quinze à vingt ans, le statut de la Nouvelle-Calédonie qui sort de la catégorie des territoires d'outre-mer : en attendant cet horizon, qui sera celui de nouvelles consultations sur l'autodétermination, la loi organique du 19 mars 1999 a doté la Nouvelle-Calédonie d'institutions politiques propres- la Congrès, le Gouvernement, le Sénat coutumier et le Conseil économique et social. Au 1er janvier 2000, l'exécutif a été transféré au Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, qui est devenu compétent dans de nombreux domaines auparavant du ressort de l'État : ces transferts de compétences, organisés de manière progressive mais irréversible, permettront au peuple néo-calédonien de prendre en main son destin.

Le PIB de la Nouvelle-Calédonie était estimé à 7 millions de dollars américains en 2006 et représentait le PIB le plus important des pays de l'Océanie après celui de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et d'Hawaï. Un quart des réserves mondiales estimées de nickel seraient en Nouvelle-Calédonie : l'exploitation du nickel contribuait à hauteur de 11% environ du PIB en 2006 et représentait 96% des exportations de la Nouvelle-Calédonie. 65% de la production mondiale de nickel est destinée à la fabrication d'aciers inoxydables. Le cours du nickel est très volatile. L'économie de la Nouvelle- Calédonie est toujours dépendante des transferts de la Métropole qui représentaient 114 milliards de CPF in 2007 (17% du PIB).

La Nouvelle-Calédonie abrite par ailleurs de nombreux écosystèmes. Le 7 juillet 2008, l'UNESCO a classé au patrimoine mondial de l'humanité une partie de son lagon. Cette distinction permet de reconnaître officiellement la richesse de la biodiversité qu'abrite un des plus grands lagons du monde (surface de 24 000km2 ceinturé par une barrière de corail de 1600km).

Le défi de la Nouvelle-Calédonie dans les années à venir va consister à concilier l'essor de son industrie minière avec la gestion de cette reconnaissance mondiale et le développement du tourisme.

Résumé de l'assistance apportée par la CPS à la Nouvelle-Calédonie pour la période 2006-2008

Ce paragraphe présente l'assistance apportée par les divisions de la CPS par programme pour la période 2006-2008. La liste détaillée des activités notables réalisées en 2008 est présentée en annexe 1.

Ressources marines

La division des ressources marines a apporté une assistance variée à la Nouvelle-Calédonie :
elle a animé un atelier sur les Dispositifs de Capture des Poissons (DCP) à Lifou ; elle a organisé un voyage d'étude au Viêt-Nam avec des professionnels et l'élevage de crevettes et des représentants des pouvoirs publics.

La CPS a également formé des observateurs embarqués de la pêche thonière à l'échantillonnage biologique.
Une assistance a été apportée à l'enquête sur les récifs coralliens menée à l'appui de la demande de classement de ces récifs sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.
La division a permis à des Néo-Calédoniens d'assister à plusieurs formations : formation sur les méthodes de comptage visuel en plongée, formation dans les domaines maritimes et à divers ateliers :

atelier régional sur la planification et les politiques générales en matière de pêche à l'intention des cadres supérieurs entre autre.

Ressources sociales

Le programme de développement humain a commandé une étude sur l'évaluation de la mise en œuvre de la loi française sur la parité en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et à Wallis et Futuna. Cette étude fait suite à un séminaire organisé par le PIFS (le Secrétariat général du Forum des îles du Pacifique) sur les progrès de la représentation des femmes dans les parlements qui s'est tenu à Rarotonga, aux Îles Cook, en avril 2007.

Le programme a organisé la réunion du Conseil de la jeunesse du Pacifique qui s'est tenue en mars 2008 à Nouméa.
Un séminaire pour francophones sur le CEDAW (la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes) s'est tenu à Nouméa du 20 au 23 avril 2008.

Le programme est intervenu en soutien au festival du film de Poindimié qui s'est tenu du 2 au 9 novembre 2008 : mise à disposition d'un interprète ; facilitation pour faire venir l'organisateur du festival du film du Festival des Arts du Pacifique ; assistance pour structurer le secteur audiovisuel océanien et pour faciliter les échanges entre réalisateurs.

Le programme apporte son assistance à l'association d'artistes océaniens de Nouvelle-Calédonie SIAPO : soutien des activités (expositions, rédaction de rapports), assistance pour réaliser un catalogue d'exposition en Nouvelle-Zélande ; a facilité la participation de la présidente du SIAPO au Forum des artistes du festival des arts du Pacifique.

Le programme de développement humain a apporté un soutien technique à la délégation néo-calédonienne lors de sa participation au festival des arts du Pacifique et a financé la participation de celle-ci à la 21ème réunion du Conseil des arts du Pacifique à Pago Pago.

Le programme de santé publique a renforcé ses liens avec la Nouvelle-Calédonie: une nouvelle activité portant sur les maladies non transmissibles à Wallis et Futuna a été lancée en partenariat avec l'Association pour la prévention et le Traitement de l'Insuffisance Rénale (ATIR) de Nouvelle-Calédonie. Le programme de santé publique a maintenu sa proche collaboration avec l'Agence sanitaire et sociale néo-calédonienne en charge des programmes de lutte contre le SIDA, la tuberculose et les maladies liées au style de vie et avec la direction des affaires sanitaires et sociales dans le cadre de la surveillance de la grippe. Un projet régional de surveillance et de contrôle du vecteur de la dengue a été développé avec l'Institut Pasteur de Nouvelle-Calédonie.

Le programme de statistiques et démographie a étendu le système PopGIS (*Population Geographic Information System*) à la Nouvelle-Calédonie et à Tonga avec une formation intitulée "introduction à PopGIS" qui s'est déroulée en Nouvelle-Calédonie en juin 2008, formation suivie par 12 personnes.
Ce programme a participé à l'élaboration d'un atlas de la population.

Ressources terrestres

La division des ressources terrestres a organisé une série de réunions d'information sur l'agriculture biologique et d'autres sur la gestion des associations de producteurs dans le secteur primaire. La CPS a financé la participation d'un agent à l'atelier régional de formation sur l'utilisation de l'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires à Tonga et celle d'un agent à l'atelier régional de remise à niveau organisé à l'intention des rédacteurs du PPI (Portail International Phytosanitaire) et à l'introduction au système d'information sur la biosécurité.

ANNEXE 1: Activités notables en Nouvelle-Calédonie en 2008 par les programmes de la CPS

Division des ressources marines

- Assistance fournie à la Province Nord de Nouvelle-Calédonie pour l'évaluation de sa base de données de concentrations de reproducteurs d'espèces de poissons récifaux de la Province Nord.
- Animation d'un atelier sur les DCP à Lifou.
- Organisation d'un voyage d'étude au Viêt-Nam sur l'aquaculture pour des professionnels de la crevetticulture et des représentants des pouvoirs publics.
- Évaluation des pêcheries récifales aux alentours de Koniambo en collaboration avec l'IRD.
- Soutien à l'évaluation des concentrations de reproducteurs d'espèces de poissons récifaux de la Province Nord de la Nouvelle-Calédonie.
- Lancement d'un projet de production de poisson ensilé en Nouvelle-Calédonie.
- formation d'observateurs embarqués de la pêche thonière à l'échantillonnage biologique.
- Prestation de conseils scientifiques sur la coopération régionale en matière de lutte contre la pêche illégale, non réglementée et non déclarée.
- Assistance à l'enquête sur les récifs coralliens de Nouvelle-Calédonie effectuée à l'appui de la demande d'inscription de ces récifs sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.
- 2 participants au stage pratique de formation sur les méthodes de comptage visuel en plongée des poissons à Nouméa.
- Soutien scientifique au Forum de Koné sur la bêche de mer.
- 6 participants aux ateliers régionaux sur l'approche écosystémique de la pêche côtière et sur la biosécurité des ressources aquatiques à Nouméa.
- 3 participants à la réunion régionale sur la mariculture des poissons tenue à Nouméa.
- 3 participants à l'atelier sous-régional sur les aspects pratiques de l'exécution et de l'analyse des enquêtes socioéconomiques sur la pêche.
- Assistance à la collecte de naissains de bivalves (coquilles St-Jacques) en Nouvelle-Calédonie.
- Au total, 3 personnes ont participé ou ont été formées dans les domaines maritimes suivants :
  - Atelier sur la navigation non conforme aux normes
  - Douzième assemblée générale annuelle de l'Association maritime océanienne (PacMA)
- 1 participant à l'atelier régional sur la planification et les politiques générales en matière de pêche à l'intention des cadres supérieurs.
- 1 participant à la session extraordinaire de la conférence des directeurs des pêches réunie pour élaborer des politiques générales régionales de gestion de la pêche côtière.
- 1 participant au deuxième atelier régional sur les données relatives à la pêche thonière.
- 1 participant (du service des pêches) à l'atelier de 2008 sur l'évaluation des risques écologiques liés à la pêche.
- Assistance tehcnique fournie aux Provinces (Zone économique exclusive) pour la réalisation d'une base de données pour le suivi de la pêche professionnelle en Nouvelle-Calédonie

Division des ressources sociales

Programme de développement humain

- Participation aux manifestations de la Journée mondiale des peuples autochtones
- Assistance technique dispensée dans le domaine des savoirs traditionnels, et des expressions de la culture, en partenariat avec le Conservatoire de l'igname, le Sénat coutumier, le Gouvernement et le Centre culturel JM Tjibaou.

Programme de santé publique

- Achats d'antiviraux et de fournitures pour les activités de confinement rapide.
- Orientations données en vue du processus de planification et de l'essai des mesures d'intervention.
- Appui à l'Agence sanitaire et sociale.
- Soutien apporté pour la formation de cadres d'action sanitaire et sociale à l'occasion du stage : Conduire les politiques sociales et de santé territorialisées en Nouvelle-Calédonie avec l'IFPA et l'EHESP Rennes.
- Formation à l'intention des agents de lutte antituberculeuse des territoires francophones et de la

Nouvelle-Calédonie.

Programme statistiques et démographie
Élaboration d'un atlas de la population
Division des ressources terrestres
• Diverses formations au renforcement des capacités en matière de gestion d'une association de producteurs dans le secteur primaire ont eu lieu en Nouvelle-Calédonie. • Une série de réunions d'information sur l'agriculture biologique ont été organisées. • Un agent a participé à l'atelier régional de formation sur l'utilisation de l'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires, qui s'est tenu aux Tonga. • Un agent a participé à l'atelier régional de remise à niveau organisé à l'intention des rédacteurs du PPI (Portail International Phytosanitaire) et a suivi l'introduction au Système d'information sur la biosécurité.

ANNEXE 2: Activités de développement des ressources humaines pour la Nouvelle-Calédonie en 2008 par la CPS

Département/ section de la CPS	**Domaine de formation** (titre du cours)	**Mois**	**Année**	**Durée**	**Lieu** (ville, pays)	**Nombre de participants de Nouvelle-Calédonie (*)**	**Hommes**	**Femmes**	**Nombre de personnes / jours**
Fonds Mondial	Réunion annuelle sur le paludisme	Avril	2008	5 jours	Honiara, Iles Salomon	1	0	1	5
Division des ressources sociales –Programme statistiques et démographie	Introduction à PopGIS	Juin	2008	4 jours	Nouméa, Nouvelle-Calédonie	12	6	6	48
Division des ressources marines-Programme pêche côtière :PROCFISH	Atelier de formation sous-régional consacré aux études socioéconomiques	Avril	2008	5 jours	Nouméa, Nouvelle-Calédonie	4	4	0	20
(DRM) – Programme pêche côtière :PROCFISH	UVC1 (**)– Ateliers sous-régionaux de formation aux méthodes de comptage visuel en plongée, appliquées pour évaluer les ressources halieutiques récifales	Juin	2008	1 semaine	Nouméa, Nouvelle-Calédonie	2	2	0	10
DRM – Programme pêche hauturière	Evaluation des risques écologiques	Juin/juillet	2008	2 jours	Nouméa,-Nouvelle-Calédonie	1	1	0	2
DRM –Programme pêche côtière : PROCFISH	UVC2 – Ateliers sous-régionaux de formation aux méthodes de comptage visuel en plongée, appliquées pour évaluer les ressources halieutiques récifales	Juillet	2008	1 semaine	Nouméa, Nouvelle-Calédonie	1	1	0	5
DRM –Programme pêche côtière :PROCFISH	UVC3 – Ateliers sous-régionaux de formation aux méthodes de comptage visuel en plongée, appliquées pour évaluer les ressources halieutiques récifales	Juillet	2008	1 semaine	Nouméa, Nouvelle-Calédonie	2	2	0	10
					Total	23	16	7	100

(*) Les participants comptabilisés sont originaires de Nouvelle-Calédonie et travaillent aussi bien pour le gouvernement, des organisations non gouvernementales que pour les organisations régionales et internationales.
(**) UVC: *Underwater Visual Census*/ Recensement Visuel sous l'eau